

Macron et son gouvernement mènent une offensive d'une ampleur inédite pour imposer leur société du _tout marché_ et en finir avec les services publics, les conquits sociaux et les droits des salarié·es.

Face à ce rouleau compresseur, les résistances s'organisent sous des formes multiples, et avec une énergie nouvelle. Étudiant·es mobilisé·es contre ParcoursSup, salarié·es des Ephaad en lutte, mobilisations pour la défense de la SNCF et du statut cheminot, colère des salarié·es de Carrefour contre les actionnaires, citoyen·nes et agriculteur·rices mobilisé·es à NDDL, défense des barrages hydroélectriques bradés au privé, manifestations de retraité·es écœuré·es, électriciens et gaziers exigeant le bilan de la privatisation, salarié·es d'Air France en grève, et combien d'autres mobilisations qui passent "sous les radars" mais expriment la même exaspération qui monte dans le pays.

Pourtant si ces luttes, qui témoignent d'une colère et d'aspirations communes, devaient rester éparpillées, la cohérence même de l'offensive Macron ne saurait être entamée. "_C'est pourquoi (les) souffrances séparées commencent à prendre conscience de leur cause commune, et, partant, à se rejoindre_", remarquent des intellectuel·les et artistes dans un texte publié par le Monde [1] du 13 avril.

Par conséquent, si le besoin de convergence des mobilisations sociales et politiques progresse dans les consciences, il ne doit pas buter sur des incompréhensions et des enjeux secondaires à celui qui les surplombe tous : faire front commun face à Macron.

Tout ce qui concourt à cette commune entreprise, faire reculer Macron, doit être encouragé. Les initiatives convergentes existent et ne demandent qu'à se généraliser. Des collectifs unitaires se constituent dans certains endroits. Cette convergence est indispensable pour résister et l'emporter.

Nous, citoyens et organisations de la gauche de transformation sociale et écologique de la métropole lilloise, appelons à manifester en nombre ce mardi 1er mai pour exprimer le refus de ce modèle de société que l'on cherche à nous imposer par ordonnances. Nous appelons à soutenir les luttes qui s'expriment actuellement afin que la parole des travailleurs en grève soit entendue.

Nous disons non au tout marché et à la casse de nos services publics !

Ensemble, nous revendiquons une société qui protège ses salarié·es et préserve les biens communs !